

Malgré mon enthousiasme, je ne préjuge pas de l'avenir de la «sociale» au Royaume-Uni. Des situations favorables peuvent se retourner vite. Nous avons déjà vu en Europe des Etats écraser les foyers de révolte en jouant, au moment opportun, non pas tant sur l'hostilité générale que sur le désarroi, l'absence de perspectives plus vastes et l'isolement des révoltés eux-mêmes. A Bristol, les jeunes rétifs jouissent souvent de la compréhension des adultes, eux-mêmes touchés de plein fouet par la restructuration. En particulier à Saint- Paul, le taux de chômage des adultes a grimpé, vu les licenciements qui ont suivi la fin de la grève longue et dure menée à l'usine d'aviation de Filton, spécialisée dans la construction de Concorde. Comme me le disait l'un d'entre eux, rencontré au «Black and White Cafe», «lorsque les voitures et les boutiques de la gentry partent en fumée, moi, ça me fait bander». Mais entre la sympathie et l'opposition active à l'Etat, il y a de sacrées marges. La même situation existe dans toutes les zones «chaudes» du Royaume-Uni. Quoi qu'il en soit, la Grande-Bretagne ne connaît pas actuellement l'ignoble atmosphère d'angoisse, de terreur et de délation qui règne en France.

Dans l'Hexagone, les révoltés ne sont que des poignées, souvent isolés et presque réduits à l'impuissance. Pour quelques Georges Courtois, combien se complaisent dans la soumission volontaire. En Grande-Bretagne, malgré l'offensive de l'Etat et des défaites sérieuses comme celle de la grève des mineurs, l'esprit d'insoumission reste vivant. Aussi, quel plaisir d'être au bon endroit, au bon moment, pour prendre part aux réjouissances!

Julius

Novembre 1986

nuee93(at)free.fr

**Retrouvez cette brochure et
des centaines d'autres sur:**

www.infokiosques.net

Reproduction et diffusion vivement encouragé

*non-fides@riseup.net
non-fides.fr*

Nothing to lose!



« En Grande-Bretagne, malgré l'offensive de l'Etat et des défaites sérieuses comme celle de la grève des mineurs, l'esprit d'insoumission reste vivant.

Aussi, quel plaisir d'être au bon endroit, au bon moment, pour prendre part aux réjouissances ! »

Texte écrit à chaud par un compagnon français, de passage à Bristol (en Angleterre) lors des émeutes du quartier Saint-Paul en septembre 1986.

Depuis plusieurs années, Saint-Paul est l'un des foyers de révolte endémique que l'Etat britannique a beaucoup de mal à réduire. Je m'y suis rendu pour la première fois en avril 1986, au lendemain de l'émeute dans la prison d'Horfield, très proche, à laquelle les mutins mirent le feu. Nombre d'entre eux profitèrent d'ailleurs de la panique des matons pour disparaître dans la nature. Pour qui connaît l'atmosphère oppressante et suspicieuse qui règne aujourd'hui en France, sur fond de rénovation et de quadrillage policier, des lieux comme Saint-Paul constituent de véritables espaces de liberté. Car les quartiers populaires en Grande-Bretagne, parfois de très vieille immigration comme Saint-Paul, ne sont pas des ghettos à l'américaine et des cités dortoirs à la française, qui représentent des formes bien plus « avancées » d'organisation et de segmentation de l'espace, génératrices à la fois d'atomisation et de repli dans des « communautés » fermées. Certes, la vie est dure à Saint-Paul : ici, même l'alcool et la cigarette sont des marchandises de luxe. Le besoin d'argent est là, permanent et angoissant. Des rivalités de bandes, parfois sanglantes, y éclatent. Mais Saint-Paul n'est pas que le lieu de résidence principal de la « communauté jamaïcaine » de Bristol. C'est aussi le point de rencontre entre des individus issus d'autres « communautés » et d'autres quartiers populaires de la ville, en particulier des jeunes qui n'ont pas trop envie de travailler mais plutôt de s'amuser. C'est pourquoi il est facile d'y faire des rencontres intéressantes dans les pubs comme le « Black and White Cafe », haut lieu de l'émeute locale d'avril 1980. Déjà, à l'époque, elle n'avait pas mobilisé que des gens du quartier. A Bristol, la solidarité avec Saint-Paul avait été effective. Voilà pourquoi l'Etat a l'intention de mater, puis de transformer le secteur en zone de pure survie marchandisée.

Dès mon premier séjour à Bristol en avril 1986, je remarquais l'absence de rondes et de contrôle de police, de jour comme de nuit, à Saint-Paul. Esprit de tolérance de la démocratie britannique ? Evidemment non. En réalité, les résidents les plus résolus avaient décrété le quartier « no go area » pour les « pigs » et les « rich bastards », à savoir les flics et les professionnels de la culture qui tentent d'y faire leur niche. En Grande-Bretagne, la « gentrification », la rénovation des quartiers populaires effectuée par les sociétés privées sous l'aile protectrice de la force publique, vise à disloquer leur structure, parfois plus que centenaire, à renou-

Mais les renforts arrivaient sans cesse. L'Etat mobilisait l'arrière-ban de la porcherie en uniforme, jusqu'au fond des Cornouailles. Les charges succédaient aux charges. Il n'était plus question d'accepter des corps à corps défavorables. Les bandes se dispersaient vite et se reformaient plus loin. Les combats étaient brefs et violents. Les groupes isolés de pompiers et de flics en « vans » ou à pied étaient attaqués, puis les bandes décrochaient avant l'arrivée du reste de la troupe en brûlant les véhicules officiels et parfois des voitures personnelles pour la retenir. L'émeute prenait la forme de séries d'embuscades, entrecoupées de pillages et d'actes de vandalisme, en général dirigés contre les bâtiments officiels et les commerces. Le dédale de rues et de ruelles dans Saint-Paul et dans les quartiers proches, comme celui de Montpellier, encore assez peu touchés par l'urbanisme moderne, rendait relativement insaisissables les groupes d'émeutiers très mobiles. Le revers de la médaille, ce fut l'absence de coordination générale ainsi que la tendance de plus en plus marquée, au fil des heures, au regroupement par bandes éphémères. Bien sûr, la pression policière devenait tellement forte, à l'aube du 14, qu'il a bien fallu décrocher ou se faire ramasser. Le secteur était totalement bouclé et quadrillé. Les convois rodaient dans Saint-Paul et aux alentours à la recherche des gens aux poches pleines et aux mains sentant l'essence. Il devenait dangereux de rester isolé ou en compagnie d'inconnus peut-être pas sûrs. Mais la dispersion eut lieu sans débandade ni panique. Au cours de la deuxième et dernière nuit d'émeute, la plus paroxystique des deux, il n'y eut que trois arrestations.

Dès le samedi 15, les « kids » se promenaient dans le centre de Bristol, se moquant ouvertement des flics et des membres de la « gentry ». Le soir, les pubs et les clubs de Saint-Paul étaient bondés : tout le monde discutait, buvait, fumait, jouait, dansait et faisait bon accueil aux « french rioters ». La police n'a pas osé les fermer par crainte de provoquer de nouvelles explosions. Grosse différence avec Paris, démoli par les urbanistes et terrorisé par le spectre du « terrorisme ». Dans la nuit du dimanche 16, les actes de vandalisme et les attaques de « vans » reprirent. Popperwell, flic en chef responsable du raid sur Saint-Paul, a été mis à l'index par le ministre de l'Intérieur à cause de l'inefficacité relative des troupes, qui prirent parfois le large pour ne pas subir la furie des émeutiers. Il a eu deux infarctus en moins de trois jours. Voilà qui n'a pas remonté le moral de la porcherie.

Pour ceux qui ont le culte de l'autorité, le réflexe de l'obéissance et l'amour du commandement, l'association spontanée d'individus autonomes relève du mystère. «Qui sont leurs leaders ?», demanda quelque journaliste policier local, manifestement incapable de comprendre que la force collective puisse reposer sur l'initiative de chacun et être nourrie par des relations tissées bien avant l'émeute, dans les pubs de Saint-Paul par exemple. L'impulsion initiale fut donnée par les «kids» du quartier. Elle fut reprise et développée par tous ceux, originaires de Bristol et d'ailleurs, qui se reconnaissaient dans le «Nothing to lose». Les moyens à utiliser, eux, étaient à la fois discutés collectivement par des groupes d'émeutiers et choisis individuellement. Des voitures partaient à travers la ville pour surveiller rondes et concentrations de police. Des transistors et des sifflets étaient distribués : les uns pour écouter les fréquences de la police, les autres pour s'appeler de rue en rue. Tout le monde se masquait et s'armait avec les moyens du bord, des briques aux cocktails Molotov. L'éclairage public fut détruit pour faciliter les déplacements dans le noir. Des poubelles et des voitures étaient retournées et incendiées au milieu des rues. Non pour constituer des barricades défensives mais comme moyens d'attirer les flics, de les obliger à se déplacer à pied en stoppant leurs convois. Le 999, le numéro d'urgence, était débordé par des appels au vol, au viol, etc., émanant des quatre coins de la ville, histoire de les attirer ailleurs. Dans des rues plus achalandées situées autour de Saint-Paul, des magasins divers et variés étaient pillés, pas seulement par des «kids». Loin de là.

Le 13 vers minuit, il y avait déjà plus de mille personnes, de Saint-Paul et d'ailleurs, qui participaient, à des degrés divers, à l'émeute, laquelle avait fait des émules dans d'autres quartiers, quoique de façon plus sporadique et plus brève. Le 14, vers trois heures du matin, les unités anti-émeutes, environ deux mille hommes, réussirent à la contenir, puis à avancer vers le centre de Saint-Paul, dans l'éclat des projecteurs mobiles. Les émeutiers les attendaient dans l'obscurité, embusqués dans les cours, les jardins et les voies d'accès à Grosvenor Estate. Aux fenêtres, les gens insultaient les flics: «Kill the pigs!», «Kill the bastards!» et leur balançaient des objets. Leur équipement anti-émeute les protégeait bien des coups frontaux mais en lançant les projectiles par-dessus leurs rangs, les groupes d'émeutiers faisaient pas mal de blessés.

veler, en partie du moins, leur population en facilitant l'installation des membres de la « gentry » branchée et friquée. Dans l'objectif de saper les bases même des solidarités et des résistances à l'avancée du capital. C'est la raison pour laquelle, à Bristol comme ailleurs, des quartiers sont « zone interdite ». En avril 1986, les flics de la ville ne pouvaient plus entrer dans Saint-Paul. Les «kids» les chassaient et les poursuivaient, détruisaient leurs « vans » de patrouille, incendiaient les voitures de luxe et les boutiques à la mode déjà installées aux portes du quartier. Certaines nuits bien chaudes, après des accrochages sérieux, Saint-Paul était en fièvre. Les «kids» étaient sur le pied de guerre et la ville dans l'attente. Rien ne venait. La «majorité silencieuse», la rage au coeur, n'osait rien faire par elle-même et souhaitait que la police mate les rétifs au plus vite.

A la différence de l'Etat français, centralisateur et niveleur à outrance, l'Etat anglais tolère bien plus les différences « communautaires » dans la mesure où elles ne sont pas dangereuses pour lui. Les individus qui y participent peuvent jouer dans leur pré carré, parfois de façon impertinente, mais à condition de ne pas prendre leurs jeux au sérieux, de ne pas les transformer en « actes criminels », bref de ne toucher à rien d'essentiel. Le pouvoir d'Etat ne pouvait donc pas accepter longtemps «l'insolente impunité de quartiers peuplés de criminels qui ne respectent ni la propriété, ni l'ordre», comme l'affirma, féroce comme à l'ordinaire, la Dame de fer. La liberté qui, d'après l'idéologie officielle, règne en Grande-Bretagne comme nulle part ailleurs relève évidemment du crime dès qu'elle dépasse les limites fixées par la loi. Les «kids» qui «ne voulaient pas entendre la voix de la raison» devaient être châtiés. Mieux, criminalisés et terrorisés. Le raid de la police fut préparée par d'intenses campagnes médiatiques qui présentaient Saint-Paul comme le repère par excellence des caïds de la came, prêts à empoisonner l'ensemble de la population de la ville. Or, quiconque connaît quelque peu les mœurs jamaïcaines en la matière sait bien que c'est l'herbe qui a la cote dans la «communauté». L'héroïne, au contraire, y est encore considérée comme la drogue qui rend «crazy». Dans les pubs où j'ai eu l'occasion de discuter, bon nombre de «kids» y étaient hostiles. «Elle transforme l'homme en animal prêt à mendier n'importe quoi», me disait l'un d'entre eux. Il est de notoriété publique, dans de tels quartiers, que les gangs qui ten-

tent d'y prendre pied et de fourguer la merde sont protégés par la police. Après avoir tenté d'abrutir, à l'époque de la révolution industrielle, les pères des «classes dangereuses» par le gin frelaté, l'Etat est prêt à faire la même chose avec leurs héritiers via l'héroïne.

A l'aube du 12 septembre, au nom de la lutte contre la drogue, les forces de police des comtés de l'Avon et du Somerset investissaient Saint-Paul dans des «vans» banalisés, bouclaient les accès, occupaient les rues et les lieux importants en cas d'émeute, en particulier les postes à essence déjà utilisés pour la fabrication des cocktails Molotov, et commençaient à procéder aux rafles. La police britannique s'est beaucoup transformée depuis les dernières vagues d'émeutes et de grèves. Elle intègre désormais des corps paramilitaires, aux pouvoirs et aux capacités d'intervention renforcés. La balle en plastique est à l'ordre du jour comme en Irlande et à Hong Kong. Surpris en plein sommeil, les gens de Saint-Paul ont tenté de résister. Mais ils ne pouvaient pas empêcher les perquisitions, les fermetures de pubs et de clubs pour la journée, les arrestations et les condamnations, presque immédiates, en particulier celles des «dangereux toxicomanes» qui avaient sur eux à peine de quoi faire quelques joints. Dans la journée, plus de cents personnes étaient déjà inculpées, en général pour « attitude menaçante », en vertu de la récente loi sur l'ordre public qui permet d'embastiller quelqu'un pour avoir regardé de travers des flics.

La présence policière n'avait jamais été aussi imposante, même en avril 1980. Mais le sentiment d'humiliation et le désir de relever le défi de l'Etat étaient trop forts pour s'y soumettre. De plus, dans l'esprit des «kids», l'acceptation de la défaite aurait eu des répercussions bien au-delà de Saint-Paul. C'est pourquoi, après le raid, dans la nuit du 12 septembre, ils reprirent l'initiative. Dans Grosvenor, Campbell et City Road, des escarmouches éclataient. Les émeutiers, garçons et filles, s'armaient de couteaux, de barres de fer, de briques et de cocktails Molotov et commençaient à harceler les flics. Des citoyens qui avaient collaboré avec la police et des journalistes en quête de sensationnel étaient attaqués: trente blessés, certains gravement, des «vans», des voitures et des caméras détruites. Les émeutiers les traitaient en ennemis. Ils n'oubliaient pas les mensonges et les calomnies sur Saint-Paul. Pas plus que les mouchardages et les témoignages aux procès criminels.

J'arrivais à Bristol dans l'après-midi du 13 septembre. L'ambiance était tendue. De nombreux «kids», noirs et blancs, de Saint-Paul et d'autres quartiers, discutaient entre eux et circulaient de rue en rue, de maison en maison, de pub en pub. A l'heure de la fermeture des pubs, l'excitation était à son comble. Les plus résolus se rassemblaient dans les rues entourant les blocs d'habitation de Grosvenor Road. Parfois, ils communiquaient entre eux en langage codé pour éviter le mouchardage. Mais, à Saint-Paul, il y a suffisamment de brassage et d'ouverture pour que la présence d'inconnus soit a priori acceptée. Après quelques minutes d'hésitation et de méfiance bien naturelles, ils discutaient assez facilement de l'affaire en cours à l'intérieur comme à l'extérieur des pubs. Des membres de la «Saint Paul's Community Association», association des Jamaïcains du quartier, essayèrent bien de disperser ceux qu'ils étaient censés représenter auprès de la municipalité de Bristol. Mais leurs appels au calme se perdirent dans les rires de mépris et les exclamations de colère. Des Noirs leur rappelèrent d'ailleurs, avec ironie, que près du tiers de l'assistance était composée de Blancs. Le terme «community» est encore utilisé par les émeutiers de Saint-Paul. Mais il fait aujourd'hui moins référence à la «jamaican community», marquée par la hiérarchie de type patriarcale, l'esprit de clan et la religion, choses que la nouvelle génération supporte de moins en moins. Elle préfère développer ses propres relations, y compris hors de sa communauté d'origine. D'où le recul du pouvoir des leaders traditionnels. En avril 1980, des leaders, employés par la municipalité, réussirent à entraver l'émeute. Les émeutiers ne brûlèrent pas les bâtiments officiels locaux du « Welfare State », pas même ceux de la « Social Security », le centre de chômage, par peur de perdre leurs allocations. De telles illusions sont bien dissipées aujourd'hui. Ce soir-là, personne n'usa sa salive à discuter avec les leaders qui rentrèrent vite chez eux. L'avertissement était clair : en cas de nécessité, les émeutiers leur passeraient sur le corps. D'ailleurs, avec l'aggravation de l'austérité dans tous les domaines, les gens de Saint-Paul n'ont plus rien à perdre. Ils détestent même les quelques clapiers modernes, construits après avril 1980 pour remplacer des vieux taudis. « Nothing to lose ! » Au cours de l'émeute, ce fut le cri de rassemblement des individus les plus résolus et les plus fermes, et le slogan le plus inscrit sur les murs au cours des combats et des pillages.